

Pornic, (Loire-Inf^{re}) 10 juillet 1916.

Monsieur,

J'ai lu avec intérêt votre opuscule « Le Devoir de servir et de militer. » Vous y déplorez bien des maux. Le plus grand de tous, à mon avis, est dans le suffrage universel. Ni le scrutin de liste, ni la représentation proportionnelle ne sont de nature à l'assainir. On a tellement voulu y voir la plus haute perfection d'un gouvernement que nul n'ose y porter la main. Et le lion qui on figure avec une griffe appuyée sur une urne électorale semble dire : ne touchez pas à cette sublime institution. Au jour solennel du scrutin l'homme le plus borné, l'ignorant tout enflé d'orgueil, se sent apte à diriger les affaires publiques, l'homme le plus paillard estime qu'il a le droit de disposer ou de répartir les contributions que le riche a versées. S'il ne le fait pas lui-même, il choisit du moins le candidat qui opérera selon ses intentions. Etrange système en vérité que toute société privée ne proposerait si quelque fou dans l'assemblée avait le proposer ! Si l'élection est nécessaire elle doit mettre en relief l'élite de la nation et tenir une grande part de l'opinion de ceux qui contribuent plus particulièrement aux charges publiques. Certes, je ne sais si je verrais par cette mesure s'accroître la force de mon vote, cela m'importe peu ; l'intérêt général reste ma seule préoccupation.

Vous dites, Monsieur, (page 30) « Le

suffrage universel et le parlementarisme ne sont liés à aucun régime. Ils ne tiennent à aucune doctrine. Entre tous les genres de gouvernements, le régime républicain et son frère plus avancé le socialisme ne sauraient se passer des élections, puisque c'est leur seule raison d'existence et que le peuple par ses élus esserce ou croit essercer sa souveraineté. On peut juger aujourd'hui, mieux que jamais et après une trop longue expérience de ce que des mandataires nombreux, choisis pour des temps très courts et par une majorité incompetente d'électeurs, ont fait pour la prospérité nationale et la sécurité de notre pays. Avant la guerre, pour remédier, dans la mesure du possible, à un mode électif si vicieux, j'avais pensé qu'il conviendrait de voter par foyer, le chef de famille seul, homme ou femme, ayant droit de vote. Aucune classe de la société n'aurait pu protester et l'on aurait pu espérer une politique plus sage, plus honnête. J'aurais voulu aussi qu'il fut interdit de cumuler des fonctions électives et prout ami. Lier le scrutin d'arrondissement qu'on limite les pouvoirs et le rôle des députés aux seuls intérêts généraux de la nation. Peut-être après le terrible cataclysm que nous éprouvons pourrez-vous davantage. . . . Alors pas un moment ne sera à perdre. Ce sera l'heure des résolutions viriles. En un jour tout peut changer. Une France nouvelle pourra s'édifier ou bien il faut y renoncer à tout jamais. En cherchant dans le passé les causes de son unité, de sa prospérité, de sa gloire. Durant quatorze siècles elle peut redevenir, en se traçant une ligne de conduite adoptée aux besoins modernes, la première nation du monde. Je doute qu'un journal qu'on fondera, secondant des oeuvres à créer, suffise à réformer l'esprit public faussé jusque sur le banc des écoles. Une mesure qui ne me paraît pas avoir été tentée et qui pourrait porter à heureux résultats consisterait à donner des conférences historiques desquelles l'auditeur emporterait une appréciation plus exacte sur les événements qui se sont déroulés et sur l'état social avant et après 1789. Les causes de la décadence de la Pologne fournissent aussi des sujets fort intéressants. L'éducation du peuple, l'ensei-

gnement qu'on peut donner en vue d'obtenir un gouvernement meilleur, ne peut s'étayer que sur l'histoire. S'en tenir uniquement aux moyens employés jusqu'ici c'est vouloir échouer dans l'entreprise. Trop de ligueurs ont vu leurs efforts stériles. La doctrine socialiste, partout grandissante, a tout d'abord maintenu la paix entre les peuples par la menace d'une grève générale et internationale; compromettant ensuite de plus en plus la sécurité des couronnes elle n'a pas été le dernier des motifs qui a décidé l'Allemagne à nous déclarer la guerre. C'est cependant sous l'influence de l'Allemagne et pour mieux assurer sa tranquillité pour sa période de préparation que fut fondée notre troisième république. Mais les idées d'anarchie entrainées et propagées en France ont pu franchir le Rhin. N'était-il pas temps pour l'empereur Guillaume de détourner l'orage? Pourrait-il oublier la révolution russe si difficilement comprimée, l'état nouveau de la Chine et du Portugal? En France, au lendemain de la paix les compétitions des partis seront plus vives, plus ardentes, que toutes celles que nous avons pu voir. Seul doute n'est possible: il faut au pays, suivant votre juste expression, un pouvoir central. Mais quel chef nous réservez-vous? Quant à moi, humble citoyen, libre et indépendant, je suivrai le parti qui me paraît le plus qualifié pour assurer à notre chère patrie la justice, l'ordre et le progrès.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Henri de Romand